

**ASSOCIATION MAISON DES JEUNES ET DE LA
CULTURE DE VIRE NORMANDIE**

44 rue des Halles
14 500 VIRE NORMANDIE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

IN EXTENSO SECAG
Agence : DONVILLE-LES-BAINS
Siège social : 28 Route de Coulances, 50350 DONVILLE-LES-BAINS
SAS au capital de 1 010 060 euros
309 847 119 RCS COUTANCES
Membre de la Compagnie Régionale des commissaires aux comptes de Normandie
Membre du Conseil Régional de l'ordre des experts comptables de Normandie

	Actif	Passif
<ul style="list-style-type: none"> - Participations et créances rattachées - Autres Immobilisations financières - Clients et comptes rattachés - Autres Créances - Fournisseurs et comptes rattachés - Autres dettes 		
TOTAL		

ELEMENTS CONCERNANT LES CREANCES ET DETTES REPRESENTES PAR DES EFFETS DE COMMERCE		Actif	Passif
<ul style="list-style-type: none"> - Participations et créances rattachées - Autres Immobilisations financières - Clients et comptes rattachés - Autres Créances - Fournisseurs et comptes rattachés - Autres dettes 			
TOTAL			

ENGAGEMENTS HORS BILAN

NEANT

Subventions d'investissements :

Année	Libraies	Durée	4131		4139	
			2024	Nouvelle subv.	2024	Rep.
2021	Vie de Vire	3 ans	9 000	9 000	9 000	-
2021	Ville vire-Jo	3 ans	284	284	-	284
2021	CAF-Equippt	3 ans	3 500	3 500	3 500	3 500
2022	Vie de Vire	3 ans	4 000	4 000	2 020	2 000
2022	CAF-Equippt	3 ans	4 000	4 000	2 020	2 000
2023	Vie de Vire	3 ans	5 000	5 000	1 182	3 818
2023	Leader	3 ans	11 892	11 892	1 667	3 419
2024	CAF +Vire	3 ans	9 000	9 000	938	10 776
2024	Leader	3 ans	1 546	1 546	315	3 938
2025	CAF-Equippt	3 ans	4 000	4 000	37	522
					667	667
					10 947	12 204
Total			62 644	4 000	44 438	33 611
					12 204	12 204

MJC VIRE NORMANDIE
Association
44 rue des Halles
14 500 VIRE NORMANDIE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres de l'association MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE DE VIRE NORMANDIE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MJC VIRE NORMANDIE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note "Changement de plan comptable" de l'annexe des comptes annuels concernant l'application du règlement ANC n°2022-06 à compter du 1^{er} janvier 2025.

ETAT DES PROVISIONS				
	Valeur début d'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur fin d'exercice
- Prov. Réglementées				
- Pour Risques & Charges	97 547		4 593	92 954
- Pour Dépréciation				
TOTAL	97 547		4 593	92 954

	Fonds à engager en début d'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur ressources affectées	Fonds restants à engager en fin d'exercice
	cpte 19	cpte 789	cpte 689	cpte 19
TOTAL				

PRODUITS A RECEVOIR	
- Créances rattachées à des participations	
- Autres immobilisations financières	
- Créances clients et comptes rattachés	22 333
- Autres créances	
TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR	22 333

CHARGES A PAYER	
- Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
- Emprunts et dettes financières divers	
- Dettes fournisseurs et compte rattachés	4 900
- Dettes fiscales et sociales	37 995
- Dettes sur immobilisations	
- Autres dettes	1 705
TOTAL DES CHARGES A PAYER	44 600

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	
- Charges et produits d'exploitation	316
- Charges et produits financiers	
- Charges et produits exceptionnels	
TOTAUX	316
	76 877

IMMOBILISATIONS

	Val. début d'exercice	Acquisitions	Cessions ou Virements	Valeur fin d'exercice
- Immobilisations incorp.	369 471	26 645	22 388	373 728
- Immobilisations corp.	397			397
- Immobilisations finan.				
TOTAL DES IMMO.	369 868	26 645	22 388	374 125

AMORTISSEMENTS

	Val. début d'exercice	Augmentations	Diminutions ou Virements	Valeur fin d'exercice
- Immobilisations incorp.	317 155	33 139	22 388	327 906
- Immobilisations corp.				
- Immobilisations finan.				
TOTAL DES AMORT.	317 155	33 139	22 388	327 906

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES

	Montant Brut	A un an au plus	A plus d'un an
- Créances de l'actif immobilisé			
- Créances clients et cptes rattachés	15 739	15 739	
- Autres créances de l'actif circulant	22 605	22 605	
- Charges constatées d'avances	316	316	
TOTAL DES CREANCES	38 660	38 660	

ETAT DES ECHEANCES DES DETTES

	Montant Brut	A un an au plus	A plus d'un an
- Emprunts et dettes établissements de crédit			
- Emprunts et dettes financières			
- Dettes fournisseurs & comptes rattachés	9 614	9 614	
- Dettes fiscales et sociales	64 937	64 937	
- Dettes sur immobilisations			
- Autres dettes	4 388	4 388	
TOTAL DES DETTES	78 939	78 939	

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment en ce qui concerne l'évaluation des subventions d'exploitation perçues par l'association dans le cadre de son activité.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

ENGAGEMENT EN MATIERE DE PENSIONS ET RETRAITE

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés pour indemnités de départ à la retraite, en tenant compte d'un pourcentage de probabilité dans l'entrepris à l'âge de la retraite s'élève à 92 954€.

Engagement en matière de pensions et retraite

La convention collective des acteurs du lien social et familial prévoit une indemnité en fin de

carrière et le montant des engagements en fonction des hypothèses suivantes retenues, à savoir :

- Taux d'inflation : 3 %
- Taux d'actualisation : 3,96 %

La provision est estimée à 92 954 € en retenant la méthode actuarielle Rétrospective.

Il y a lieu de préciser que le calcul de l'engagement de retraite a été effectué suivant l'hypothèse selon laquelle c'est le salarié qui décide de sa mise en retraite. En conséquence, les indemnités sont soumises aux charges sociales.

Méthode actuarielle Rétrospective : Les indemnités de fin de carrière sont calculées à partir des droits acquis par le salarié depuis son entrée dans l'association jusqu'à la clôture de l'exercice.

La provision est comptabilisée dans les comptes annuels de l'association dans les provisions pour risques et charges.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés sur la durée normale d'utilisation des biens, soit selon le mode linéaire.

Les principaux taux retenus sont :

✓ Matériel	Linéaire sur 3 à 10 ans
✓ Matériel de bureau et informatique et Mobilier	Linéaire sur 3 à 5 ans
✓ Agencements divers	Linéaire sur 3 à 5 ans
✓ Matériel de transport (occasion)	Linéaire sur 3 à 5 ans

CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Fait à Donville-Les-Bains, le 18 mai 2026
Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO SECAG

Olivier LEGUÉ

Signé par Olivier Legue
Le 18 mai 2026

In Extenso
signature électronique

Doc. 244/25
Cf. 244/25/1002/1000

Samuel BOURGEOIS

Signé par Samuel Bourgeois
Le 18 mai 2026

In Extenso
signature électronique

Doc. 244/26
Cf. 244/26/1002/1000

Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe

Détail des postes	31/12/2025		31/12/2024	
	Brut	Amort. ou Prov.	Net	Net
Immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Inst. techniques, mat. out.	275 639	251 631	24 009	38 887
Autres immobilisations corporelles	98 089	78 276	21 813	13 430
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Total	373 728	327 906	45 822	52 316
Immobilisations financières				
Autres participations	40		40	40
Prêts				
Autres immobilisations financières	357		357	357
Total	397	0	397	397
Actif immobilisé	374 125	327 906	46 219	52 714
Avances et acomptes sur commandes	86		86	76
Créances				
Clients et comptes rattachés	15 739		15 739	15 411
Autres créances	22 519		22 519	400 871
Total	38 258	0	38 258	416 282
Charges constatées d'avance	316	0	316	1 792
Trésorerie				
Valeurs mobilières de placement	200 000		200 000	200 000
Disponibilités	424 181		424 181	73 816
Total	624 181	0	624 181	273 816
Actif circulant	662 841	0	662 841	691 965
ACTIF	1 036 966	327 906	709 060	744 679

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- ✓ Continuité de l'exploitation
 - ✓ Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception du point mentionné à la note "Changement de plan comptable"
 - ✓ Indépendance des exercices
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Changement de plan comptable :

Le règlement de l'Autorité des normes comptables n°2022-06, relatif à la modernisation des états financiers, est applicable obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025.

Ce règlement a notamment pour effet :

- L'introduction de la nouvelle définition et présentation du résultat exceptionnel ;
- La suppression de la technique du transfert de charges ;
- La modernisation du plan de comptes et des modèles d'états financiers ;
- L'instauration d'une nouvelle présentation des informations en annexe.

Ce règlement remplace le règlement ANC n°2018-06 et a conduit la MJC à modifier la présentation des comptes annuels.

Au titre de l'exercice 2025, les principaux impacts de ce changement sont les suivants :

- Subventions d'investissements :
La quote-part de subventions d'investissement virée au résultat au titre de l'exercice 2025 s'élève à 10.946,96 € et est désormais présentée en résultat d'exploitation, alors qu'elle était comptabilisée sur les exercices antérieurs en résultat exceptionnel. Le montant 2024 s'élevait à 14.861,36 €.
- Remboursements de frais de personnel :
Les remboursements de frais de personnel comptabilisés en 2025 s'élèvent à 14.348,37 € et sont présentés en diminution des charges de personnel, alors qu'ils étaient présentés sur les exercices antérieurs en transferts de charge. Le montant 2024 s'élevait à 15.914,47 €.
- Cessions d'immobilisations :
Au titre de l'exercice 2025, les cessions d'immobilisations ont généré un produit de cession de 3.000 €, comptabilisés en résultat d'exploitation, alors qu'ils étaient présentés sur les exercices antérieurs en résultat exceptionnel. Le montant 2024 s'élevait à 70 €.

ASSOCIATION
MAISON des JEUNES et de la CULTURE
44 Rue des Halles 14500 VIRE

MJC DE VIRE

COMPTES ANNUELS 2025

Détail des postes			
	31/12/2025	31/12/2024	
Fonds associatif			
Fonds associatif	15 976	15 976	
Report à nouveau	417 199	360 838	
Résultat de l'exercice	15 030	56 360	
Subvention d'investissement	12 085	19 032	
Total fonds associatif	460 291	452 207	
Provisions			
Provisions et fonds dédiés			
Provision retraite	92 954	97 547	
Provisions	92 954	97 547	
Dettes financières			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Total	0	0	
Dettes d'exploitation			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 614	35 832	
Dettes fiscales et sociales	64 937	70 628	
Autres dettes d'exploitation	4 388	3 279	
Total	78 938	109 739	
Dettes	78 938	109 739	
Produits constatés d'avance	76 877	85 186	
PASSIF	709 060	744 679	

IDENTIFICATION

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le **31 décembre 2025**, dont le total est de 709 060 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dont le total des charges est de **1 019 744.39 €** et celui des produits de **1 034 774.77 €** et dégageant un bénéfice de 15 030.38 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} Janvier 2025 au 31 Décembre 2025.

Les notes et tableaux, ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration le 29 avril 2026.

Compte de Résultat 2025			
Détail des postes		au 31/12/25	au 31/12/24
CHARGES D'EXPLOITATION		1 019 744,39	1 043 464,02
ACHATS			
Achats	128 141,79	139 156,37	
	128 141,79	139 156,37	
SERVICES EXTERIEURS			
Services extérieurs	36 824,11	34 625,83	
	36 824,11	34 625,83	
AUTRES SERVICES EXTERIEURS			
Autres Services Extérieurs	113 316,41	126 910,01	
	113 316,41	126 910,01	
IMPOTS ET TAXES			
Impôts et taxes	29 555,46	28 050,34	
	29 555,46	28 050,34	
CHARGES DU PERSONNEL			
Salaires et traitements	676 150,29	681 956,20	
Salaires et traitements	540 449,60	535 322,36	
Charges sociales	135 700,69	146 633,84	
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE			
Quote Part Opérations en commun	2 617,11	1,53	
Sur opérations de gestion	2 617,11	1,53	
DOTATION AUX AMORT. ET PROVISIONS			
	33 139,22	32 763,74	
DOTATION AUX FONDS DEDIES			
CHARGES FINANCIERES			
	0,00	0,00	
Dotation aux provisions			
Intérêts et charges assimilées			
Charges cess val mobil			
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
	0,00	601,00	
Sur opérations de gestion			601,00
Sur opérations en capital			
Dotation provisions			
TOTAL GENERAL DES CHARGES	1 019 744,39	1 044 065,02	
Bénéfice	15 030,38	56 360,46	

Compte de Résultat 2025			
Détail des postes		au 31/12/25	au 31/12/24
PRODUITS D'EXPLOITATION		1 027 441,70	1 076 822,53
MONTANT DES RECETTES			
Prestations	339 718,68	312 917,44	
Marchandises	291 807,19	271 140,41	
Cotisations Adhérents	13 808,75	16 876,50	
Autres Cotisations	12 525,00	11 007,00	
Autres Produits	21 577,74	13 893,53	
SUBVENTIONS			
Subventions d'exploitation	677 993,50	726 394,04	
	677 993,50	726 394,04	
PRODUITS DE GESTION COURANTE			
Quote Part opérations en commun	0,00	0,00	
Dons			
REPRISE SUR AMORT. ET PROVISIONS			
Reprise sur provisions douteux	4 593,00	20 139,00	
Reprise sur provision retraite	4 593,00	20 139,00	
TRANSFERT DE CHARGES			
Transfert de charges	0,00	17 372,05	
AUTRES PRODUITS			
	5 136,52	0,00	
PRODUITS FINANCIERS			
	7 333,07	8 128,39	
Autres intérêts et produits assimilés	7 333,07	8 128,39	
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
	0,00	15 474,56	
Sur opérations de gestion			543,20
Sur opérations de capital, cession actifs			70,00
Quote Part des Subventions Investissements			14 861,36
TOTAL GENERAL DES PRODUITS	1 034 774,77	1 100 425,48	
Perte			